

Lyon, le 20 octobre 2026

Autoritarisme et groupuscules d'extrême droite : les petits arrangements de la Préfecture

La Préfecture du Rhône est mise en cause de toutes parts pour les multiples violences : violences diverses à l'encontre de manifestant·es, répression disproportionnée des élèves de lycée mobilisé·es devant leurs établissements, interruption et interdiction de manifestations et rassemblements, vol de la banderole intersyndicale de l'éducation lors de la manifestation du 13 octobre pour ne citer que cette dernière semaine.

Face à ces accusations et face à celles et ceux qui dénoncent son incompetence lors de la journée du 17 octobre, elle a choisi de répondre de manière plus autoritaire encore en interdisant tout rassemblement et tout défilé sur la presqu'île de Lyon hier soir. Tous ? Non ! Pendant le couvre-feu du 19 octobre, des groupuscules fascistes et néonazis ont pu, eux, continuer de défilé sous nos fenêtres sans intervention policière, de Bellecour à Perrache, comme en témoignent les nombreuses vidéos qui nous sont parvenues. Pas d'inquiétude pour les suprémacistes blancs : eux peuvent tranquillement outrepasser des interdictions et menacer à tour de bras. Ils dégradent (tags « VSL » pour « Virage Sud Lyon »), insultent et incitent à la haine sans réaction de la Préfecture.

Après leur marche du 21 février qui avait déjà été le théâtre de saluts nazis, d'insultes à caractères homophobes et racistes, de dégradations et lors de laquelle des personnalités d'extrême droite pourtant sous contrôle judiciaire avaient pu défilé, nos organisations constatent une fois de plus que ces groupuscules opèrent en toute tranquillité dans notre ville.

Nos organisations dénoncent le tournant liberticide et sécuritaire de l'État qui s'abat sur notre pays depuis de trop nombreuses années déjà, réprimant les mobilisations progressistes et de la jeunesse et qui ne profite qu'aux puissants et à l'extrême droite. Elles dénoncent le deux poids, deux mesures entre manifestations d'extrême droite et manifestations des travailleurs et travailleuses.

C'est pourquoi nous demandons aujourd'hui la démission du préfet du Rhône.

Cette répression n'apaisera pas la colère populaire, comme le démontrent les centaines de milliers de manifestant·es partout en France le 17 octobre. C'est au contraire de nouvelles conquêtes sociales et politiques qu'il faut aller chercher !

Organisations signataires : Attac Rhône, L'Après Rhône, CNT 69, L'ECLAT, FSU 69, LFI Rhône, Metoo Lyon, NPA L'Anticapitaliste Lyon, PCF 69, UCL Lyon, UD Solidaires Rhône, VISA 69

